

IX 50 livres sterling pour un Anglais, parce qu'un temps de la rébellion il a plu à Garibaldi de s'emparer d'un cheval anglais pour le service, c'est là une mesure étrange de justice. Un gouvernement, sans doute, est tenu de protéger les sujets de ses alliés, mais pour remplir cette condition, il faut au moins qu'il soit un gouvernement. Ici, le dommage a en lieu précisément parce que le Gouvernement a cessé d'exister, et que ce qui a en lieu ensuite est complètement dehors de son contrôle. L'état d'anarchie à Rome était tout aussi indépendant de la volonté du Gouvernement qu'un incendie ou une inondation. Si on demande qu'un gouvernement soit responsable du maintien de la paix, il doit aussi être tenu d'entretenir des pompiers, qui, à coup sûr, éteignent le feu, ou de prévenir les inondations en régularisant le cours des fleuves.

"Dans toutes ces circonstances, des sujets anglais peuvent perdre leurs propriétés; mais ce n'est là, à mes yeux, que le cas d'un désordre public dont aucun gouvernement ne saurait indemniser ceux qui ont souffert. Dans quelques cas, comme à Livourne, on pourrait ajouter que les autorités anglaises auraient pu, si elles l'avaient voulu, prendre une part active à la protection de leurs compatriotes en débarquant des troupes pour leur défense. Mais nous ne concevons pas qu'on vienne dire sérieusement que si la maison d'un catholique romain français demeurant à Londres avait été brûlée en 1780 avec celle de lord Mansfield, ou que si chargement américain avait été détruit à Bristol, par les émeutes de 1831, le gouvernement anglais aurait dû, sous peine de déclaration de guerre, les indemniser de ces pertes. Les personnes qui auraient souffert de cette manière n'auraient d'autre recours que celui qui comporte les lois de l'Angleterre, et rien de plus. Car, où ce principe s'arrêterait-il? Les pertes occasionnées à des sujets anglais par la révolution de France ne se sont point bornées à la spoliation des caisses d'épargne et à l'expulsion des ouvriers; elles se sont indirectement étendues à toutes les branches de commerce qu'un Anglais peut entreprendre en France, et des centaines de nos compatriotes ont perdu bien plus par cette convulsion, que si leurs maisons avaient été pillées par la foule."

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 27 AOUT 1850.

Pose de la première pierre d'une nouvelle église à Burlington.

Nous avons assisté, Jeudi dernier, à l'intéressante cérémonie de la bénédiction et de la pose de la première pierre d'une nouvelle église qui se bâtit à Burlington, pour l'usage des Canadiens-Français de la ville et des lieux circonvoisins. Les sentiments que nous a fait éprouver la circonstance ont été, tout à la fois, ceux de la tristesse et de la joie. — Oni, notre cœur était serré par la douleur, à la vue de ce grand nombre de compatriotes érigeant un temple en pays étranger. Nous déplorions amèrement les raisons, qu'elles soient, qui les font s'exiler loin de leurs amis, loin de leur terre natale! Mais, en même temps, nous parlions avec une bien douce sympathie la joie qu'ils ressentent en voyant que leur condition religieuse allait être si efficacement améliorée par l'erection du nouvel édifice et par la desserte régulière qui doit y être attachée. Le Canadien-Français, par tout où il se trouve, sent un impérieux besoin de joissances religieuses. Or, à Burlington, par des causes qu'il ne nous appartient pas de juger, il en était presque tout à fait privé. Mais l'aurore de jours plus heureux s'est levée pour lui.

Jeudi dernier, le Rév. M. Mignault, Curé de Chambly et vicaire-général pour le diocèse de Boston, accompagné de sept autres prêtres du Canada, y compris celui qui desservait aujourd'hui la population Canadienne de Burling-

ton, cimentait par la bénédiction et les prières puissantes de l'Eglise les murs que nos compatriotes érigent à force de sacrifices et en les arrosant de leurs sueurs. Poésie la pensive entreprise étre couronnée, comme nous l'espérons, d'un prompt et heureux succès!

La cérémonie s'ouvrit par une Messe solennelle chantée dans la chapelle temporaire où les Canadiens se réunissent actuellement pour le culte. Après la Messe, toute l'assistance se rendit en bon ordre sur l'emplacement de la nouvelle église. Le site en est magnifique. C'est une colline située à un mille et demi ou deux milles du port, vers l'est, d'où la vue s'étend au loin sur le lac Champlain et les chaînes de montagnes grandioses qui l'entourent.

Là, on avait dressé pour la circonstance, un pavillon élégamment décoré. Le clergé et quelques-uns des principaux laïcs y prirent place sur une estrade élevée de plusieurs pieds. Le Rév. M. Mignault adressa un nombreux auditoire qui couvrait la place, deux discours, l'un en français et l'autre en Anglais. Avec le talent qu'on lui connaît, il félicita les Canadiens sur l'énergie de leur entreprise et les exhorta à s'aider et à se tenir dans une parfaite union, tant entre eux qu'avec la population des autres origines au milieu de laquelle ils se trouvent. Ses paroles furent accueillies avec une joie manifeste, et redoublèrent le courage et les sentiments d'union de toute la Congrégation. A la suite de ces excellents sermons, M. Mignault bénit la pierre angulaire, selon les rites de la Sainte-Eglise, et chacun alla déposer dessus son offrande. Un Prêtre de l'Eglise de Montréal fit offrande d'un ciboire.

Parmi les principaux citoyens qui prirent part à la cérémonie, on remarquait le Capt. Tucker et le Gén. Clark, tous deux de la première respectabilité et convertis au Catholicisme, dans ces dernières années, ainsi que leurs Dames. — Rien ne saurait surpasser la piété franche et véritable de ces heureux néophytes. C'est une des gloires du Catholicisme d'attirer partout dans ses rangs les personnes les plus haut placées dans l'échelle sociale, et douées des plus belles vertus.

La nouvelle église de Burlington aura 94 pieds de longueur, sur 48 de largeur. Les fondations, en pierre, ont 2½ pieds en terre et 2½ au-dessus du sol; le corps de l'édifice est en brique.

Une sacristie de 32 pieds sur 22, à plusieurs étages, servira en même temps aux usages ordinaires et au logement du prêtre.

Le terrain qu'il a fallu acheter, a coûté 600 piastres. Le coût de l'église, etc., sera de 3,000 piastres, dont 2,000 sont actuellement souscrites. Les murs seront achevés dans quatre semaines, et on espère que l'église sera livrée au culte à Noël.

On nous dit que les Canadiens-Français, dans Burlington et la campagne adjacente, étaient au nombre d'environ 1,500 communisants, et qu'un égal nombre, disséminés dans les villages circonvoisins, n'avaient d'autre lieu de réunion pour le culte que l'église de Burlington.

Burlington possède, en outre, une assez belle église destinée aux catholiques anglais.

BULLETIN.

La presse de l'opposition et le ministère. — Rapport sur le chemin de fer de Québec à Halifax. — Le chemin de fer de Champlain et du St. Laurent. — Projet d'une Association des Instituteurs du Canada-Uni. — Faits de l'étranger.

La presse de l'opposition, qui ne se trompe pas en s'attribuant un droit de contrôle sur l'administration par l'examen de ses actes, oublie constamment que là où la critique est permise, la censure n'en saurait tenir lieu; que la critique elle-même, pour être juste, doit être vraie, lors même qu'en flétrissant ce que l'on croit être mal, l'on se refuse à reconnaître ou avouer ce qu'il y a de bien à côté des inconvénients réels ou imaginaires. Mais si nous disions que cette même presse va plus loin encore: si nous lui reprochions de suivre invariablement à l'égard du ministère un système prémédité de dénigrement et de calomnie, ces paroles n'ex-

primeraient rien moins que la grave accusation de fausseté à la vérité en trompant la foi publique. Le lecteur décidera sur l'exposé qui va suivre, jusqu'à quel point certaines feuilles de l'opposition ont justement encouru ce reproche.

Le *Montreal Gazette* et le *Herald* remplissent leurs colonnes d'extraits de journaux du Haut-Canada et de leurs propres commentaires sur un "gaspillage de près de cent mille livres des deniers publics qu'aurait fait le ministère, ou plutôt M. Hincks, pour favoriser l'un de ses attachés." C'est ce qu'il convient d'éclaircir en peu de mots, puisque la vérité s'y trouve elle-même engagée pour une somme de cent mille livres.

On se rappelle qu'un nombre des Actes passés dans la session de 1849, il en est un (12e Vict. c. 5) dont l'objet est de "dispenser le gouvernement de la direction de certains travaux publics (chemins, havres, ponts, édifices publics), intéressant des localités et ne produisant qu'un faible revenu, pour investir de ce pouvoir, par motif de convenance et d'économie, les conseils municipaux ou autres corporations ou compagnies incorporées."

La 12e section de ce même Acte autorise le Gouvernement en conseil à s'entendre avec telles corporations du Haut ou du Bas-Canada, dans le but que nous venons d'indiquer. La 13e section donne aux conseils municipaux le droit de déléguer les travaux à ceux avec qui des arrangements pourraient être effectués à cet effet.

C'est en conformité à ces dispositions de la loi que l'inspecteur-général a offert à la municipalité du comté d'York, pour £75,000, la cession des chemins connus sous les noms de "Yonge Street, Dundas street et Kingston. Ces voies publiques ont, il est vrai, coûté à la province plus de £150,000, mais, loin de rapporter une somme égale à l'intérêt annuel du capital qu'elles ont absorbé, elle coûtent encore annuellement, en réparations d'entretien, plus que l'argent qu'elles produisent. Cependant la somme de £75,000 demandée par l'inspecteur-général au conseil municipal d'York paraît exorbitante à celui-ci; il se détermina néanmoins, après assez longue délibération, à n'offrir que £30,000. Le gouvernement ne crut pas devoir accepter cette offre, et l'inspecteur-général mit publiquement en vente les chemins dont il s'agit et reçut des soumissions de différents côtés.

Sur les entrefaites, l'on crut qu'il n'existait réellement pas de compagnies ou de corps municipaux qui pussent légalement acquiescer en vertu de l'Acte précité; c'est pourquoi l'inspecteur-général introduisit dans le cours de la dernière session, de la part du gouvernement, un bill pour étendre le bénéfice de la loi créant des compagnies pour la construction de chemins publics aux "Compagnies formées dans le but d'acquiescer des travaux publics de même nature." Ce bill adopté par la législature, reçut le 24 juillet dernier, la sanction du gouverneur-général. L'inspecteur-général, agissant au désir de la nouvelle loi, avec le sentiment de l'exécution depuis vendue à une compagnie habilitée à cette acquisition, précisément aux mêmes termes qu'il y a quelque mois, avaient été proposés à la municipalité d'York qui n'y avait pas accédé, mais avait offert £15,000 de moins que la somme demandée. Telle est en définitive cette transaction que des journaux de la temps de ceux plus haut cités se permettent de signaler comme frauduleuse. On ne conçoit pas qu'il puisse y avoir des ministres capables de dilapider le trésor public, à la face du pays, sans intérêt pour eux-mêmes et en dépit de la responsabilité à laquelle ils ne sauraient se soustraire; mais il y a des réclama-teurs aux yeux de qui la vérité n'est bonne que selon le taux des exigences de coteries ou de l'ambition d'écarter.

Il a été publié dans quelques journaux anglais un rapport relatif au mode de construction du chemin de fer de Québec à Halifax, lequel a été soumis le 5 août à une assemblée convoquée à Londres pour cet objet. Il en résulte que des corps d'émigrants du Royaume-Uni seront employés sur cette ligne immense, bien digne à plusieurs égards de l'attention des capitalistes anglais aussi bien que de la nôtre. Les travaux seront exécutés par quantités partielles données à l'entreprise aux seuls émigrants qu'onverra la compagnie anglaise; à moins que l'expérience ne lui conseille l'adoption d'un mode plus avantageux d'y pourvoir.

Le "Montreal Gazette" dit que la Compa-

gnie du chemin de fer de Champlain et du St.-Laurent a contracté avec un monsieur Campbell, d'une habileté bien connue, pour les travaux de l'extension de leur ligne jusqu'à Rouses' Point, et, qu'aux termes du contrat, l'ouvrage devra être achevé au mois de juin prochain. Les voyageurs pourront alors aller à Boston en 14 heures, à New-York en 18, et à Prescott dans le H.-Canada, en 7 heures.

Le *Toronto Globe* suggère le plan d'une "Association des Instituteurs du Canada" qui aurait mission de recueillir l'opinion publique sur les devoirs de cette classe, et la position sociale à laquelle les instituteurs ont droit. Le corps des instituteurs a des titres certains à une existence honorable, et à la considération publique. Ce n'est pas qu'ailleurs ils soient invariablement mieux traités que dans cette colonie, mais leur droit demeure le même. L'Etat de New-York, où, selon certaines feuilles, tout peut servir de terme à quelque comparaison humiliante pour notre pays, l'Etat de New-York n'offre pas un exemple à imiter sous ce rapport. Au témoignage du Professeur Spencer, il n'y a pas une classe de journalistes à quelque échelon de la société qu'elle appartienne, qui soit aussi mal rétribuée que les instituteurs dans l'Etat de New-York. Il y a presque autant à dire pour le Canada.

Les journaux de la Nouvelle-Ecosse attestent l'état satisfaisant de la végétation et proclament l'espérance d'une abondante récolte. Le *New Scotland* annonce positivement un Jubilé en reconnaissance de ce bienfait envers le dispensateur de tous biens.

Incendie désastreux.

Vendredi soir, des dépendances érigées en arrière des propriétés de M. Chantal, à l'encroisement des rues Craig et St. Urbain, devinrent soudainement le foyer d'un désastreux incendie. Le feu éclata vers dix heures et demie, et bientôt les maisons qui bordent la rue St. Urbain, du coin de la rue Craig jusqu'à une cour occupée par M. J. Marble s'offrirent plus qu'un vaste embrasement.

Les flammes, favorisées par un vent de sud-ouest, envahirent en même temps, non-seulement la propriété de M. Chantal mais aussi toutes celles qui y faisaient suite sur la rue Craig jusqu'à la rue St. Charles Borromée, et en firent en peu d'heures un amas de ruines. De là, elles se propagèrent avec une égale rapidité et atteignirent le bloc de maisons situées sur la rue St. Dominique, connu pour appartenir à M. A. Perrault, et le consumèrent après avoir tout détruit sur leur passage, à l'exception de la maison de M. Fabre, de celle de M. Berthelot, avocat, et de deux ou trois autres sur la rue St. Charles Borromée.

Ce désastre, que les efforts réunis de tous les pompiers de la ville n'ont pu conjurer, était consommé à trois heures du matin. Il cause une perte immense. Le nombre des maisons incendiées s'élève assure-t-on, (car nous n'avons pu les compter) à cent.

M. Morau, avocat, a perdu dans cet incendie la superbe maison en pierres à quatre étages qu'il possédait sur la rue Craig et dans laquelle il tenait bureau et avait son domicile ordinaire.

M. Jean Langevin et sa famille, qui logeaient dans le haut de cette maison, surpris par la marche rapide des flammes, ne sont parvenus, nous dit-on, à leur soustraire que le quart à peu près de leur mobilier.

L'immense développement des flammes joint aux innombrables flammèches que dispersait le vent, mirent en danger, durant quelques moments, la propriété de M. Charles Wilson sise en face de la maison de M. Chantal sur la rue Craig. Des secours opportuns la préservèrent de la destruction.

Nous avons entendu dire qu'il n'y avait pas suffisamment d'eau pour alimenter les pompes, les charretiers n'y pouvant suffire. Ceci semble accuser un vide dans l'organisation des mesures de sûreté contre les incendies, à Montréal.

Nous sommes contrarié de n'avoir pas assez d'espace pour donner aujourd'hui les noms de tous ceux de nos concitoyens dont le feu a détruit les propriétés. Nous les publierons vendredi, ainsi que le détail des diverses assurances. Nous

nous bornons pour le moment à indiquer le montant de ces assurances qui est: le £22,175 dont £11,235 pour le compte de l'Assurance Mutuel.

INCENDIE A QUÉBEC. — Le feu éclata, jeudi à environ 4 heures de l'après-midi, dans la boulangerie de M. Hossack, confiseur, située sur la rue des Fossés, et consuma, outre cette boulangerie, 5 maisons, une boutique de menuisier et la boulangerie d'un M. Grégoire.

Les nouvelles jusqu'à présent reçues de la santé du Rév. M. Baillargeon, ont été bien peu favorables. — Voici ce qu'on lit dans le *Journal de Québec* de samedi:

"On a reçu aujourd'hui à Québec, une lettre du Rév. M. Baillargeon, ex-curé de Québec, datée de Rome le 29 juillet. Il y avait 8 jours que M. Baillargeon était arrivé à la ville éternelle. Sa santé n'était pas pire, mais ne s'était pas non plus améliorée. Il devait sous peu avoir audience au près du Saint-Père."

Oregon.

Cinq Sauvages, convaincus du meurtre du Dr. Whitman, dont les *Mélanges* publièrent l'affreux récit, d'après les renseignements qui furent transmis, il y a deux ans, par Mgr. l'Ev. de Walla-Walla et le Rév. M. Brouillette, ont été pendus publiquement à Oregon-City, le 3 juin dernier. Trois autres, convaincus d'avoir tué une partie d'un corps d'immigrants, avaient été exécutés au commencement de mai.

La "Tribune" de N. Y., du 9 juillet, citait un extrait du "Sacramento Transcript" où il était dit que parmi les meurtriers du Dr. Whitman livrés au gouvernement de l'Oregon, se trouvaient "deux Prêtres Catholiques." Cette nouvelle inventée par le plus détestable fantasme, ébauché digne d'ornier les colonnes des journaux de bigots sectaires. Le Rév. M. Spalding, ministre protestant de l'Oregon, s'est couvert d'ignominie en voulant insinuer au gouvernement des soupçons contre les missionnaires Catholiques, tandis que, lui, il n'avait dû la vie qu'au Rév. M. Brouillette, qui l'avait averti à temps de s'enfuir, et qui s'était par là exposé à être massacré lui-même.

Le gén. Lane a résigné sa charge de gouverneur du territoire de l'Oregon. John Bolander, de la ménagerie qui visita jadis Montréal, vient d'être renvoyé de l'accusation d'avoir mis en circulation de faux billets de banque, à Toronto.

LE DR. WEBSTER. — La "Tribune" de N. Y. dit tenir de bonne source que le Professeur Webster a fait une nouvelle et entière confession, dans laquelle il avoue le meurtre prémédité du Dr. Parkman. Cette confession ne sera publiée qu'après l'exécution.

La sentence de mort portée contre le Professeur, sera exécutée le 30 courant, d'une manière aussi privée que la loi le permet, à huit heures du matin, à la prison de Leverett street. Le "Boston Bee" dit qu'on n'admettra pas à ce lamentable spectacle la foule des curieux.

M. Charles Drolet, avocat de cette ville, a été nommé régisseur de la cour de vice-amirauté, en remplacement de M. J. P. Bradley, décédé. Un tel choix ne prête pas à la censure.

Une erreur s'est glissée, à notre insu, dans une petite communication qui nous était adressée au sujet de M. Durouchet, Curé de Belœil, voyageant en ce moment en France pour sa santé. Ce n'est pas ce Monsieur, mais son frère qui a fait les missions des chantiers pendant plusieurs années.

Nous recevons de notre correspondant Lyonnais une lettre qui trouvera place dans notre prochain numéro.

Par malheur, au moment même où je fais cette invocation, je me rappelle tout à coup une lettre à écrire et qui ne peut être retardée. Un de mes voisins de mansarde est venu me la demander hier. C'est un petit vieillard aimable et allègre, qui n'a d'autre passion que les tableaux et les gravures. Il rentre presque tous les jours avec quelque carton ou quelque toile de peu de valeur, sans doute; car je sais qu'il vit chétivement, et la lettre même que je dois rédiger pour lui prouve sa pauvreté. Son fils unique, marié en Angleterre, vient de mourir, et la veuve restée sans ressources avec une vieille mère et un enfant, avait écrit pour lui demander aide. M. Antoine m'a prié d'abord de traduire la lettre, puis de répondre par un refus. J'avais promis cette réponse aujourd'hui; remplissons, avant tout, notre promesse.

... La feuille de papier Bath est devant moi; j'ai trempé ma plume dans l'encrier, et je me gratte le front pour provoquer l'éclosion des idées, quand je m'aperçois que mon dictionnaire ne manque. Or, un Parisien qui veut parler anglais sans dictionnaire ressemble au nourrisson dont on a détaché les lisères; le sol tremble sous lui, et il trébuche au premier pas. Je cours donc chez le relieur auquel a été confié mon Johnson; il demeure précisément sur le carré.

La porte est entrouverte. J'entends de sourdes plaintes; j'entre sans frapper, et j'aperçois l'ouvrier devant le lit de son compagnon de chambre, qui a une fièvre violente et du délire. Pierre le regarde d'un air de

mauvaise humeur embarrassée. J'apprends de lui que son *pays* n'a pu se lever le matin, et que, depuis, il s'est trouvé plus mal d'heure en heure.

J'ai demandé si on a fait venir un médecin. — Ah bien, oui! répond Pierre brusquement; faudrait avoir pour ça de l'argent de poche, et le *pays* n'a que des dettes pour économes.

— Mais vous, dis-je un peu étonné, n'êtes-vous point son ami?

— Minute! interromp le relieur; ami comme le limonier est ami du porteur, à condition que chacun tire la charrette pour son compte et mangera à part son picotin.

— Vous ne comprenez point, pour l'act, le laissez-privé de soins?

— Bah! il peut garder tout le lit jusqu'à demain, vu que je suis du bal.

— Vous le laissez seul?

Faudrait-il donc manquer une descente de Courtille parce que le pays à la tête brouillée? demande Pierre aigrement. J'ai rendez-vous avec les autres chez le père Desnoyers. Ceux qui ont mal au cœur n'ont qu'à prendre de la réglisse; ma tisane, à moi, c'est le petit blanc.

En parlant ainsi, il dénoue un paquet dont il retire un costume de débardeur, et il procède à son travestissement.

Je m'efforce en vain de le rappeler à des sentiments de confraternité pour le malheureux qui gémait là, près de lui; tout entier à l'espérance du plaisir qui l'attend, Pierre m'écoute avec impatience. Enfin, poussé à bout

par cet égoïsme brutal, je passe des remontrances aux reproches; je le déclare responsable des suites que peut avoir pour le malade un pareil abandon.

Cette fois le relieur, qui va partir, s'arrête. — Mais, tonnerre! que voulez-vous que je fasse? s'écrie-t-il en frappant du pied; est-ce que je suis obligé de passer mon carnaval à faire chauffer des bains de pieds, par hasard?

— Vous êtes obligé de ne pas laisser mourir un camarade sans secours! lui dis-je.

— Qu'il aille à l'hôpital alors!

— Seul, comment le pourrait-il?

Pierre fait un geste de résiliation.

— Eh bien, je vas l'y conduire, reprend-il; aussi bien, j'en ai plus tôt fait de m'en débarrasser.... Allons, debout, pays!

Il secoue son compagnon qui n'a point ses vêtements. Je fais observer qu'il est trop faible pour marcher; mais le relieur n'écoute pas; il le force à se lever, l'entraîne en le soutenant, et arrive à la loge du portier qui court chercher un fiacre. J'y vois monter le malade presque évanoui avec le débardeur impatient, et tous deux partent, l'un pour mourir peut-être, l'autre pour dîner à la Courtille.

Six heures. — Je suis allé frapper chez le voisin, qui m'a ouvert lui-même et auquel j'ai remis ma lettre, enfin terminée tant bien que mal, et destinée à la venue de son fils. M. Antoine m'a remercié avec effusion et m'a obligé à m'asseoir.

C'était la première fois que j'entraais dans

la mansarde du vieil amateur. Une tapisserie tachée par l'humidité, dont les lambeaux pendaient ça et là, un poêle éteint, un lit de sangle et deux chaises défilées en composent tout l'ornement. Au fond, on aperçoit un grand nombre de cartons entassés et de toiles sans cadres retournées contre le mur.

Un moment où je suis entré, le vieillard était à table, dinant avec quelques croûtes de pain dur qu'il trempait dans un verre d'eau sucrée. Il s'est aperçu que mon regard s'était arrêté sur ce menu d'anachorète, et il a rougi un peu.

— Mon souper n'a rien qui vous tente, voisin! dit-il en souriant.

J'ai répondu que je le trouvais au moins bien philosophique pour un souper de carnaval. M. Antoine a hoché la tête et s'est remis à table.

— Chacun fête les grands jours à sa manière, reprend-il en recommençant à plonger un croûton dans son verre. Il y a des gourmands de plusieurs genres, et tous les régals ne sont point destinés à flatter le palais; il en existe aussi pour les oreilles et pour les yeux.

J'ai regardé involontairement autour de moi, comme si j'eusse cherché l'invisible festin qui pouvait le dédommager d'un pareil souper.

Il m'a compris sans doute, car il s'est levé avec la lenteur magistrale d'un homme sûr de ce qu'il devait faire, et a fouillé derrière un cadre, en a tiré une toile sur laquelle il a passé la main et qu'il est venu placer silencieusement sous la lumière de la lampe.

Elle représentait un beau vieillard qui, assis à table avec sa femme, sa fille et un enfant, chante, accompagné par des musiciens qu'on aperçoit derrière lui. J'ai reconnu au premier aspect cette composition que j'avais souvent admirée au Louvre, et j'ai déclaré que c'était une magnifique copie de Jordans.

— Une copie! s'est écrié M. Antoine; dites un original, s'il vous plaît, voisin, et un original retouché par Rubens! Voyez plutôt la tête du vieillard, la robe de la jeune femme, et les accessoires. On pourrait compter les coins de pinceau de l'École du coloris. Ce n'est point seulement un chef-d'œuvre, monsieur, c'est un trésor, une relique! La toile du Louvre passe pour une perle, celle-ci est un diamant.

Et, l'appuyant au poêle de manière à la placer dans son meilleur jour, il s'est remis à tremper ses croûtes, sans quitter de l'œil le merveilleux tableau. On eût dit que sa vue leur communiquait une délicatesse inattendue: il les savourait lentement et vidait son verre à petits coups. Ses traits ridés s'éclaircissaient, ses narines se gonflaient; c'était bien, ainsi qu'il l'avait dit lui-même, un festin du regard.

— Vous voyez que j'ai aussi ma fête, n'est-ce pas? reprend-il en brandissant la tête d'un air de triomphe; d'autres vont courir les restaurants et les bals; moi, voici le plaisir que je me suis donné pour mon carnaval.

(A continuer.)